

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/GC/W/386
15 novembre 1999

(99-4913)

Conseil général

Original: espagnol

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE 1999

Assistance technique/Capacités institutionnelles

Communication de Cuba

La Mission permanente de Cuba a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 9 novembre 1999.

Introduction

1. Lors de la première Conférence ministérielle, qui s'est tenue à Singapour du 9 au 13 décembre 1996, il a été établi que l'une des fonctions de l'Organisation était d'œuvrer en faveur "de l'intégration des pays en développement, des pays les moins avancés et des économies en transition au système multilatéral". Les Membres ont par ailleurs admis que "les pays en développement Membres [avaient] contracté de nouveaux engagements importants, à la fois quant au fond et sur le plan des procédures, et [reconnu] l'étendue et la complexité des efforts qu'ils [déployaient] pour les respecter", ainsi que l'importance qu'il faudrait accorder, pour atteindre ces objectifs, à l'amélioration de la mise à disposition d'une assistance technique.

2. La troisième Conférence ministérielle devra confirmer la pleine validité des principes et objectifs régissant l'assistance technique fournie par l'OMC aux pays en développement qui ont toujours des difficultés pour respecter les obligations découlant de leur participation à l'Organisation. Il faut que ces pays aient une plus grande maîtrise technique de ce que suppose leur participation aux Accords, renforcent leurs capacités institutionnelles et humaines pour mettre en œuvre leurs engagements, adaptent ou créent l'infrastructure institutionnelle nécessaire (juridique, administrative et politique) et l'adaptent aux normes du commerce multilatéral.

Proposition

3. À Seattle, les Membres devront confirmer le rôle que l'Organisation mondiale du commerce doit jouer dans la fourniture de l'assistance technique nécessaire pour aider les pays en développement à s'intégrer au système commercial multilatéral. En conséquence, la troisième Conférence doit inscrire les dépenses correspondantes au budget ordinaire de l'Organisation, ce qui ne doit pas passer par une réaffectation des ressources du budget général, mais par la mobilisation de nouveaux fonds. Il conviendra en outre d'accroître les ressources gérées par le biais des fonds d'affectation spéciale.

4. Compte tenu de l'expérience acquise, l'Organisation devra orienter les efforts dans ce domaine vers la recherche d'une plus grande efficacité dans la fourniture d'une assistance technique fondée sur les demandes des bénéficiaires, en utilisant notamment les technologies de l'information, afin d'aider les pays en développement et les pays les moins avancés à se préparer à affronter les prochaines négociations commerciales à l'OMC.
